

Retouches à mon Retour de l'U.R.S.S.

André Gide

LU AVEC LIREGRATUITEMENT.COM

Livre libre de droits, lisible gratuitement en ligne et en quinze minutes par jour.

1

La publication de mon Retour de l'U.R.S.S. m'a valu nombre d'injures. Celles de Romain Rolland m'ont peiné. Je n'ai jamais beaucoup goûté ses écrits ; mais du moins je tiens sa personnalité morale en haute estime. Mon chagrin vient de là : combien sont rares ceux qui atteignent la fin de leur vie avant d'avoir montré l'extrémité de leur grandeur. Je crois que l'auteur de Au-dessus de la Mêlée jugerait sévèrement Rolland vieilli. Cet aigle a fait son nid ; il s'y repose.

Àcôté des insulteurs, quelques critiques de bonne foi. J'écris ce livre pour leur répondre.

Entre tous, Paul Nizan, si intelligent pourtant d'ordinaire, me fait un singulier reproche : « de peindre l'U.R.S.S. comme un monde qui ne change plus ». Je ne sais où il voit cela. L'U.R.S.S. change de mois en mois, je l'ai dit. Et c'est bien là ce qui m'effraie. De mois en mois, l'état de l'U.R.S.S. empire. Il s'écarte de plus en plus de ce que nous espérions qu'il était — qu'il serait.

★

Certes, j'admire la constance de votre confiance, de votre amour (je le dis sans ironie) ; mais tout de même, camarades, vous commencez d'être inquiets, avouez-le ; et vous vous demandez avec une angoisse grandissante (devant les procès de Moscou, par exemple) : jusqu'où nous faudra-t-il approuver ? Tôt ou tard, vos yeux s'ouvriront ; ils seront bien forcés de s'ouvrir.

Alors vous vous demanderez, vous les honnêtes : comment avons-nous pu les maintenir fermés si longtemps ?

Du reste les mieux renseignés des honnêtes ne contestent guère mes assertions. Ils se contentent de chercher et de fournir des explications. Oui, des explications qui soient du même coup des justifications d'un déplorable état de choses. Car pour eux il ne s'agit pas seulement de montrer comment on en est arrivé là (ce qui est, somme toute, assez facile à comprendre) mais de prouver qu'on a raison d'en arriver là, ou du moins d'en passer par là, d'abord et en attendant mieux ; et que cette route que l'on suit en tournant le dos au socialisme et à l'idéal de la révolution d'octobre, mène tout de même au communisme ; et qu'il n'y en avait point d'autre ; et que c'est moi qui n'y connais rien.

★

Examen superficiel, jugement précipité, a-t-on dit de mon livre. Comme si ce n'était pas précisément la première apparence, en U.R.S.S., qui nous charmait ! Comme si ce n'était pas en pénétrant plus avant que le regard rencontrait le pire !

C'est au profond du fruit que le ver se cache. Mais quand je vous ai dit : cette pomme est véreuse, vous m'avez accusé de ne pas y voir clair — ou de ne pas aimer les pommes.

Si je m'étais contenté d'admirer, vous ne m'auriez point fait ce reproche (de superficialité) ; et c'est pourtant alors que je l'aurais mérité.

★

Vos critiques, je les reconnais ; ce sont à bien peu près les mêmes que souleva la relation de mon Voyage au Congo et de mon Retour du Tchad. L'on m'objectait alors :

1 que les abus que je signalais étaient exceptionnels et ne tiraient pas à conséquence ; (car on ne pouvait pas les nier) ;

2 que pour trouver raison suffisante d'admirer l'état actuel, il n'était que de le comparer avec l'état précédent, celui d'avant la conquête (j'allais dire : d'avant la révolution) ;

3 que tout ce que je déplorais avait sa raison d'être profonde, laquelle je n'avais pas su comprendre : mal provisoire en vue d'un plus grand bien.

En ce temps les critiques, les attaques, les insultes, me venaient toutes de la droite ; et de mon « incompétence » avouée, vous ne songiez guère à faire état, vous, gens de gauche, trop heureux de vous emparer de mes déclarations, du moment qu'elles allaient dans votre sens, que vous pouviez vous en servir. Et de même, aujourd'hui, vous ne me l'auriez point reprochée, cette incompétence, si j'avais seulement loué l'U.R.S.S. et déclaré que tout y marchait à ravir.

N'empêche (et cela seul m'importe) que les commissions d'enquête, au Congo, confirmèrent par la suite tout ce que j'avais signalé. De même, les abondants témoignages qui me parviennent, les rapports que j'ai pu lire, les relations des observateurs impartiaux (si grands « amis de l'U.R.S.S. » qu'ils soient, ou aient été avant d'y être allés voir) sont venus corroborer mes assertions au sujet de l'état actuel de l'U.R.S.S., renforcer mes craintes.

★

La grande faiblesse de mon Voyage au Congo, et ce qui rendait mon témoignage très vulnérable, venait de ceci : que je ne pouvais nommer mes références et désigner ainsi pour la réprimande ceux qui, confiants en ma discrétion, m'avaient parlé — ou mis à même de prendre connaissance de documents que d'ordinaire on préfère ne pas montrer, et qu'il ne m'était pas loisible de citer.

2

On m'a reproché d'asseoir des jugements énormes sur des bases trop étroites et de tirer trop vite, de constatations épisodiques, des conclusions inconsidérées. Les faits que je citais, que j'avais observés, étaient exacts peut-être, mais exceptionnels et ne prouvaient rien.

Je n'ai relaté, de mes observations, que les plus typiques. (J'en donnerai plus loin quelques autres). Il m'avait paru inutile d'encombrer mon livre de rapports, de chiffres, de statistiques ; d'abord parce que je m'étais fait une règle de ne me servir de rien que je n'eusse vu moi-même, ou entendu. Ensuite parce que je ne me fie pas beaucoup aux chiffres officiels. Et surtout parce que ces chiffres, ces « tableaux » (que j'ai du reste étudiés), on pouvait les trouver ailleurs.

Mais, puisqu'on m'y invite, je donnerai quelques précisions :

Fernand Grenier, Jean Pons, et le professeur Alessandri, voyageaient ensemble je crois ; avec cent cinquante-neuf compagnons, comme eux « amis de l'Union Soviétique ». Rien d'étonnant si les témoignages de ces trois accusateurs (l'accusé, c'est

moi) se confondent. Les chiffres qu'ils reproduisent pour me convaincre d'erreur sont les mêmes ; ceux qu'on leur a donnés, qu'ils ont acceptés sans contrôle.

Je tâcherai d'expliquer comment ils concordent mal avec les chiffres que donnent d'autres témoins, assurément beaucoup mieux renseignés pour avoir longtemps travaillé en U.R.S.S., eu le temps de pénétrer dans les « dessous » — tandis que les cent soixante-deux compagnons n'ont fait que passer. Leur voyage a duré vingt jours, quatorze en Russie : du 14 au 28 août. Durant ce peu de temps, ils ont pu beaucoup voir ; mais rien que ce qu'on leur a montré. Aucun d'eux (j'entends : mes trois accusateurs) ne parlait le russe. Ils me permettront, je l'espère, de trouver à mon tour leurs déclarations un peu superficielles.

Je l'ai dit déjà : tant que, en A.E.F., j'ai voyagé « accompagné », tout m'a paru presque merveilleux. Je n'ai commencé d'y voir clair que lorsque, quittant l'auto des Gouverneurs, je me suis décidé à parcourir le pays seul, à pied, afin de pouvoir entrer, six mois durant, en contact direct avec les indigènes.

Oh ! parbleu, moi aussi j'en ai vu, en U.R.S.S., de ces usines modèles, de ces clubs, de ces écoles, de ces parcs de culture, de ces jardins d'enfants — qui m'ont émerveillé moi aussi ; et tout de même que Grenier, Pons ou Alessandri, je ne demandais qu'à me laisser séduire, pour en séduire d'autres à mon tour. Et, comme il est fort agréable de séduire et d'être séduit, je voudrais que ceux que j'ai nommés se persuadent que, pour protester contre cette séduction, il faut que j'aie de bien fortes raisons ; et que je ne le fais pas, comme on l'a dit, « à la légère ».

★

La bonne foi de Jean Pons est respectable ; sa confiance émouvante comme tout ce qui est enfantin. Il accepte ce qu'on lui dit, ainsi que j'avais fait moi-même d'abord, sans examen, sans doute, sans critique.

En regard de certains chiffres qu'il donne (ou que donnent Alessandri et Grenier) pour le rendement d'une usine par exemple, et que je reconnais pour époustouflants, je propose à la méditation de ces camarades quelques aveux que je recueille dans la Pravda du 12 novembre 1936 :

« Au cours du deuxième trimestre, sur le nombre total des accessoires d'automobiles fournis par l'usine de Yaroslav (et de ce seul nombre tiennent compte les statistiques officielles, glorieusement brandies), on enregistre 4.000 pièces de rebut, et durant le troisième trimestre : 27.270. »

Dans un numéro du 14 décembre, parlant de l'acier fourni par certaines usines, la Pravda dit :

« Alors qu'au cours de février-mars on éliminait 4,6 % de métal, en septembre-octobre, on en a éliminé 16,20 %. »

« Sabotage », dira-t-on. Les grands procès récents viennent comme une preuve à l'appui (et réciproquement). Il est permis pourtant de voir dans ces déchets la rançon d'une intensification excessive et artificielle de la production.

Les programmes sont admirables, certes, mais il semble que, au degré de « culture » actuel, un certain rendement ne puisse être dépassé qu'à frais énormes.

Le déchet des produits de l'usine d'Ijevsk, pour la période comprise entre avril et août, est de 416.000 roubles ; mais, pour

le seul mois de novembre, il s'élève déjà à 176.000 roubles.

La fréquence des accidents d'automobiles de transport vient du surmenage des chauffeurs, mais aussi de la mauvaise qualité des voitures ; sur 9.992 machines examinées en 1936, 1.958 ont été reconnues défectueuses. Dans une section de transports, 23 machines sur 24 n'ont pu être mises en circulation ; dans une autre, 44 sur 52. (Pravda, du 8 août 1936.)

L'usine de Noguinsk devait fournir une grande partie des cinquante millions de disques de phonographes annoncés au programme de 1935, soit 4.000.000 ; dont elle n'a pu fournir que 1.992.000. Mais les disques « de rebut » sont au nombre de 309.800. (Ces renseignements nous ont été donnés par la Pravda, 18 novembre 1936.) En 1936, durant le premier trimestre, la production n'a été que de 49,8 % du chiffre prévu par le plan ; durant le deuxième trimestre, de 32,8 % et seulement de 26 % pour le troisième.

S'il y a fléchissement progressif pour la production, d'autre part les malfaçons vont en augmentant :

156.200 pièces de rebut,

259.400 pièces» de rebut,»

614.000 pièces» de rebut,»

Quant au 4 trimestre, les résultats complets ne sont pas encore donnés ; mais il y a lieu de s'attendre à bien pire, car le seul mois d'octobre en enregistre déjà 607.600 ! On juge alors ce que peut devenir « le prix de revient » de chaque pièce acceptable.

Sur les deux millions de cahiers fournis aux écoliers de Moscou par la fabrique « Héros du Travail », 99 % sont inutilisables. (Izvestia, 4 nov. 36.) À Rostov, on a dû jeter huit millions de cahiers. (Pravda, 12 déc. 36.)

Sur 150 chaises vendues, par une artel coopérative, fournisseur de mobiliers, 46 se brisent dès qu'on veut s'y asseoir. Sur 2.345 chaises fournies, 1.300 sont inutilisables. (Pravda, 23 sept. 36.) Mêmes malfaçons pour les instruments de chirurgie. Le Professeur Bourdenka, chirurgien célèbre en U.R.S.S., se plaint particulièrement de la mauvaise qualité des instruments pour les opérations délicates ; quant aux aiguilles de suture, elles se courbent ou se cassent en cours d'opération. (Pravda, 15 nov. 36), etc...

Ces renseignements entre maints autres, devraient rendre les applaudisseurs plus circonspects. Mais la propagande se garde d'en tenir compte.

Remarquons toutefois que les retards et les malfaçons font l'objet de réclamations, parfois de procès qui entraînent des sanctions sévères et si les journaux les dénoncent, c'est en vue d'une amélioration.

L'auto-critique, si déficiente pour les questions de théorie et de principes, dès qu'il s'agit de la mise en œuvre du programme adopté, joue en plein ; c'est par les Izvestia (du 3 juin 1936) que nous apprenons que certains quartiers de Moscou ne comptent encore, à cette date, qu'une pharmacie pour 65.000 habitants ; d'autres qu'une pour 79.000 ; et que, dans toute la ville, il n'y en a pas plus de 102.

C’est dans les Izvestia du 15 janvier 1937 que nous pouvons lire :

« Après la promulgation du décret contre l’avortement, le nombre des naissances à Moscou atteint 10.000 par mois ; ce qui représente une augmentation de 65 % par rapport à la période d’avant le décret. En regard de cette augmentation, celle du nombre de lits dans les maisons d’accouchement n’a été que de 13 %. »

Les crèches et garderies d’enfants sont souvent merveilleuses. Mais, en 1932, d’après les évaluations de Sir Walter Citrine, la proportion des enfants qui pouvaient y trouver place était de 1 sur 8… D’après les nouveaux plans, si ces plans parviennent à réalisation parfaite, cette proportion se trouverait doublée soit 2 enfants admis sur 8. Il y a là insuffisance encore, mais progrès. Par contre, je crains bien que la situation n’aille en empirant pour les logements des ouvriers. Les projets de constructions nouvelles restent fort en deçà de l’exigence, étant donné l’accroissement de la population. Où l’on loge à trois dans la même pièce, on risque fort de devoir bientôt loger à quatre ou cinq. Ajoutons que nombre de bâtisses récentes pour les logements d’ouvriers sont si hâtivement construites, ou plutôt si négligemment et avec de si médiocres matériaux, qu’on s’attend à les voir bientôt inhabitables.

Cette triste question du logement est une de celles dont s’affecte le plus Sir Walter Citrine. Visitant, aux environs de Bakou, malgré l’effort des guides officiels pour l’en détourner, les installations ouvrières des travailleurs à l’exploitation pétrolifère : « Je pus voir ici quelques-uns des plus lugubres spécimens d’habitations sordides que j’aie pu voir dans ce pays, où pourtant elles ne

manquent pas, » dit-il. « Tout y était d'apparence abjecte. » En vain le guide cherche-t-il à lui persuader qu'il faut voir là « un reliquat du tzarisme ». Citrine proteste : — « Aujourd'hui ce ne sont plus les millionnaires qui exploitent les puits de pétrole… Dix-huit ans après la Révolution, vous acceptez encore que vos travailleurs vivent dans de pareils taudis !… N'est-il pas affreux de penser que des centaines de milliers d'ouvriers sont abandonnés dans ces « slums » depuis dix-huit ans ? »

M. Yvon, dans sa brochure : Ce qu'est devenue la Révolution Russe donne quelques autres exemples de cette lamentable pénurie et ajoute : « La cause d'une telle crise de logement est que la révolution s'est beaucoup plus occupée de « dépasser le capitalisme » dans la construction d'usines géantes et d'organiser les hommes pour la production, que de leur bien-être. De loin cela peut paraître grandiose… de près, c'est bougrement douloureux. »

3

Un des reproches les plus mérités, faits à mon Retour de l'U.R.S.S., c'est de paraître accorder une importance trop grande aux questions intellectuelles, qu'il faut accepter de voir reléguées à l'arrière-plan tant que d'autres problèmes plus pressants ne sont pas résolus. Cela vient aussi de ce qu'il m'avait paru nécessaire de reproduire les quelques discours que j'avais été amené à prononcer là-bas et au sujet desquels s'était élevé de la conteste. Dans un si petit livre, ces discours prenaient trop de place et tiraient à eux l'attention. Ils datent, au surplus, du début de mon

voyage ; d'un temps où je croyais encore (oui, j'avais cette naïveté) que l'on pouvait, en U.R.S.S., parler sérieusement de la culture et discuter sincèrement ; d'un temps où je ne savais pas encore combien la question sociale restait en retard, en souffrance.

Mais tout de même, je proteste lorsqu'on n'a consenti à voir dans ce que je disais que la revendication d'un littérateur. Quand je parlais de la liberté de l'esprit, il s'agissait de bien autre chose. La science également se compromet dans les complaisances.

Tel savant notoire se voit contraint de renier la théorie qu'il professait et qui paraît peu orthodoxe. Tel membre de l'Académie des Sciences désavoue « ses erreurs antérieures », lesquelles « seraient susceptibles d'être utilisées par le fascisme », vient-il déclarer lui-même en public. (Izvestia du 28 décembre 1936.) On le force à reconnaître pour exactes les accusations lancées, sur ordre, par les Izvestia, qui subodorent dans ses recherches les symptômes fâcheux du « délire contre-révolutionnaire ». (Voir Appendice, p. 116.)

Eisenstein est arrêté dans son travail. Il doit reconnaître ses « erreurs », avouer qu'il s'est trompé et que le nouveau film qu'il prépare depuis deux ans et pour lequel deux millions de roubles ont été déjà dépensés, ne répond pas aux exigences de la doctrine, de sorte qu'on a eu raison de l'interdire.

Et la justice ! Pense-t-on que ce sont les derniers procès de Moscou et de Novosibirsk qui vont me faire regretter d'avoir écrit cette phrase qui vous indigne : « Je doute qu'en aucun autre pays aujourd'hui, fût-ce dans l'Allemagne de Hitler, l'esprit soit moins libre, plus courbé, plus craintif (terrorisé), plus vassalisé » ?

★

Alors — car l'on ne veut pourtant pas trop vite lâcher prise — on se cramponne aux « résultats acquis » : plus de chômage, plus de prostitution, la femme devenue l'égale de l'homme, la dignité humaine reconquise, l'instruction répandue partout… Mais l'on voit, à l'examen, chacun de ces beaux résultats s'effriter.

Je ne m'occuperai avec quelque détail que du problème de l'instruction ; les autres problèmes, nous les rencontrerons suffisamment en cours de route.

Il est vrai ; le voyageur rencontre en U.R.S.S. quantité de jeunes gens avides de connaissance, de culture. Rien n'est plus émouvant que leur zèle. Et l'on nous fait admirer de tous côtés les moyens mis à leur disposition. Nous applaudissons de tout cœur à l'ordonnance du gouvernement qui, en février 1936, prévoyait « la liquidation complète de l'analphabétisme au cours de cette année 36-37 pour les quatre millions de travailleurs ne sachant ni lire, ni écrire, et les deux millions le sachant insuffisamment ». Mais…

De la « liquidation de l'analphabétisme », il était déjà question en 1923. L'accomplissement de cette liquidation, « historique » (disait-on), devait coïncider avec la célébration du dixième anniversaire d'octobre (1927). Or, en 1924, Lounatcharski parlait déjà de « catastrophe » : moins de 50.000 écoles primaires avaient pu être créées, tandis qu'on en comptait 62.000 sous l'ancien régime pour un beaucoup moins grand nombre d'habitants.

Car enfin, puisque l'on nous demande sans cesse de comparer l'état actuel de l'U.R.S.S. à celui qui précédait la Révolution, nous sommes bien forcés de constater que, dans de nombreux do-

maines, l'état de la classe souffrante est loin de s'être amélioré. Mais revenons à la question scolaire :

Lounatcharski constate (en 1924) que le salaire des instituteurs ruraux n'est souvent payé qu'avec six mois de retard, et parfois pas payé du tout. Ce salaire reste parfois inférieur à 10 roubles par mois (!). Il est vrai qu'en ce temps, le rouble valait davantage. Mais, nous dit Kroupskaïa, la veuve de Lénine : « Le prix du pain a monté et, pour 10 à 12 roubles de traitement mensuel, l'instituteur peut acheter moins de pain qu'auparavant pour 4 roubles (montant de son traitement jusqu'à novembre 1923). »

En 1927, à la date fixée pour l'achèvement de la liquidation, l'analphabétisme est toujours là ; et le 2 septembre 1928 la Pravda constate sa « stabilisation ».

Mais, du moins, depuis, a-t-on fait quelques progrès ?

Nous lisons dans les Izvestia, du 16 novembre 1936 : « Dès les premiers jours de la nouvelle année scolaire, nombre d'écoles nous ont fait parvenir des renseignements sur le surprenant analphabétisme des élèves. »

La proportion des élèves inaptes est particulièrement élevée dans les nouvelles écoles, où elle atteindrait 75 % (toujours d'après les Izvestia). Dans la seule ville de Moscou, 64.000 élèves sont forcés de doubler leurs classes ; à Léningrad 52.000 ; et 1.500 ont dû les tripler. À Bakou, le nombre des élèves russes qui ne réussissent pas dans leurs études s'élève à 20.000 sur 45.000 ; celui des élèves turks à 7.000 sur 21.000 (Bakinski Rabotchi, 15 janvier 37). De plus, nombre d'élèves désertent l'école. « Au cours de ces trois dernières années, le nombre des fuyards atteignait 80.000 pour un établissement technique de

l'R.S.F.S.R.. Pour l'institut pédagogique Kabardino-Balkare, les fuites sont de 24 %, et de 30 % pour celui de Tchouvachie ». Le journal ajoute : « Les étudiants des instituts pédagogiques font montre d'un analphabétisme des plus déconcertants. »

Au surplus, ces instituts ne parviennent à recruter, en R.S.F.S.R., que 54 % de la normale ; en Russie Blanche, que 42 % ; en Tadjikistan, que 48 % ; en Azerbaïdjan, que de 40 à 64 %, etc...

La Pravda du 26 décembre 1936 nous informe que 5.000 enfants de la région de Gorki ne fréquentent point les écoles. De plus, le nombre des élèves ayant déserté l'école au bout de la première année serait de 5.984 ; de 2.362, au bout de la seconde, et de 3.012 au bout de la troisième. Évidemment, ceux qui persévèrent sont des as.

Pour parer aux désertions, un directeur des cours préparatoires d'apprentissage ouvrier imagine de frapper les fuyards d'une amende de 400 roubles par tête ! (Pravda Vostoka du 23 décembre). On ne nous dit pas si cette amende est à payer en une seule fois ; ce qui paraît difficile lorsque le salaire mensuel du parent qui la paie n'est que de 100 à 150 roubles.

Grande pénurie de livres de classe. Quant à ceux dont on doit se servir, ils fourmillent d'erreurs. La Pravda du 11 janvier 1937 s'indigne de voir les maisons d'éditions gouvernementales de Moscou et de Léningrad publier des manuels inutilisables. L'Edition Pédagogique imprime une carte de l'Europe où l'Irlande trempe dans la mer d'Aral et les Îles d'Écosse dans la Caspienne. Saratov quitte la Volga pour la Mer du Nord, etc...

Une table de multiplication est donnée sur la couverture des cahiers d'écoliers. On y apprend que :

8 × 3 = 18 ; 7 × 6 = 72 ; 8 × 6 = 78 ; 5 × 9 = 43, etc. (Pravda du 17 septembre 1936).

Et l'on comprend alors qu'en U.R.S.S. les comptables fassent un si constant usage des bouliers.

Si la fameuse liquidation de l'analphabétisme, tant admirée, tarde tant à s'accomplir, c'est aussi que les malheureux instituteurs, travailleurs isolés, n'arrivent souvent pas à toucher leur maigre traitement et, pour vivre, sont obligés de s'employer à de tout autres soins que ceux de l'école. Les Izvestia du 1 mars attribuent aux lenteurs bureaucratiques (ou à des détournements de fonds) ces non-paiements qui font s'élever à plus d'un demi-million de roubles la dette de l'État envers les instituteurs — pour la seule région de Kouybichev. Dans la région de Kharkov elle s'élève, cette dette, à 724.000 roubles, etc... De sorte que l'on se demande comment les instituteurs vivent encore et si, avant la liquidation de l'analphabétisme, on n'assistera pas à celle du professorat.

★

Je voudrais que l'on ne s'y méprît pas : je transcris à regret ces chiffres atroces. Il n'y aurait qu'à déplorer une situation si lamentable ; mais je proteste lorsque votre aveuglement, ou votre mauvaise foi, cherche à nous présenter comme admirables des résultats nettement piteux.

4

C'est la hauteur de votre bluff qui fit si profonde et si douloureuse la chute de ma confiance, de mon admiration, de ma joie. Aussi bien ce que je reproche à l'U.R.S.S., ce n'est point tant de ne pas avoir obtenu mieux (et l'on m'explique à présent qu'elle ne pouvait obtenir mieux plus vite, et que je devrais le comprendre ; l'on fait valoir qu'elle était partie de beaucoup plus bas que je ne pourrai jamais supposer ; et que le misérable état où végètent présentement des ouvriers par milliers est un état qu'auraient inespérément souhaité quantité d'opprimés sous l'ancien régime. Je crois même, ce disant, qu'on exagère un peu). Non : ce que je reproche surtout à l'U.R.S.S., c'est de nous l'avoir baillé belle en nous présentant la situation des ouvriers là-bas comme enviable. Et je reproche aux communistes de chez nous (oh ! je ne parle pas des camarades dupés, mais de ceux qui savaient, ou du moins auraient dû savoir) d'avoir menti aux ouvriers, inconsciemment ou sciemment — et dans ce cas par politique.

L'ouvrier soviétique est attaché à son usine, comme le travailleur rural à son kolkhose ou à son sovkhose, et comme Ixion à sa roue. Si, pour quelque raison que ce soit, parce qu'il espère être un peu mieux (un peu moins mal) ailleurs, il veut changer, qu'il prenne garde : enrégimenté, classé, bouclé, il risque de n'être accepté nulle part. Même si, sans changer de ville, il quitte l'usine, il se voit privé du logement (non gratuit, du reste) si difficilement obtenu, auquel son travail lui donnait droit. En s'en allant, ouvrier, il se voit retenir un important morceau de son salaire : kolkhosien, il perd tout le profit de son travail collectivisé. Par contre, le travailleur ne peut se dérober aux déplacements

qu'on lui ordonne. Il n'est libre ni d'aller, ni de demeurer, où il lui plaît ; où peut-être l'appelle ou l'attache un amour ou une amitié.

S'il n'est pas du Parti, les camarades inscrits lui passeront sur le dos. S'inscrire au Parti, s'y faire admettre (ce qui n'est pas facile et demande, en plus de connaissances particulières, une parfaite orthodoxie et de souples dispositions à la complaisance) est la première et indispensable condition pour réussir.

Une fois dans le Parti, il n'est plus possible d'en sortir sans perdre aussitôt sa situation, sa place et tous les avantages acquis par un précédent travail ; sans enfin s'exposer à des représailles et à la suspicion de tous. Car, pourquoi quitter un Parti où l'on était si bien ? qui vous procurait de tels avantages ! et ne vous demandait, en échange, que d'acquiescer à tout et de ne plus penser par soi-même. Qu'a-t-on tant besoin de penser (et par soi-même, encore !) quand il est admis que tout va si bien ? Penser par soi-même, c'est aussitôt devenir « contre-révolutionnaire ». On est mûr pour la Sibérie.

Un excellent moyen d'avancement, c'est la délation. Cela vous met bien avec la police, qui tout aussitôt vous protège, mais en se servant de vous ; car une fois que l'on a commencé, il n'y a plus d'honneur ou d'amitié qui tienne ; il faut marcher. Du reste, c'est un entraînement facile. Et le mouchard est à l'abri.

★

Lorsque, pour des raisons politiques, en France, un journal de parti souhaite de disqualifier quelqu'un, c'est à un ennemi de ce quelqu'un que, pour cette vile besogne, le journal s'adresse. En U.R.S.S. c'est au plus proche ami. On ne demande pas : on exige. Le meilleur éreintement, c'est celui qu'un reniement renforce. Il

importe aussi que l'ami se désolidarise de celui qu'on veut perdre ; et qu'il en donne des preuves. (Contre Zinoviev, Kamenev et Smirnov, ceux que l'on dressera ce sont leurs camarades de la veille : Piatakov et Radek ; on tient à les déshonorer avant de les fusiller à leur tour.) Se refuser à ce lâchage, à cette lâcheté, c'est se perdre soi-même avec l'ami que l'on voudrait sauver.

On en vient à se défier de tout et de tous. Les propos innocents des enfants peuvent vous perdre. On n'ose plus parler devant eux. Chacun surveille, se surveille, est surveillé. Plus aucun abandon, aucun libre-parler, sinon au lit peut-être, avec sa femme, si l'on est bien sûr d'elle. Et X… s'amusait à prétendre que ceci suffisait à expliquer que les mariages fussent devenus si fréquents. L'on n'avait pas la même tranquillité avec les unions libres. Songez donc : des gens se sont vu condamner pour des propos rapportés à plus de dix ans de distance ! Et le besoin de s'épancher sur l'oreiller, après cette intolérable contrainte de tout le jour, de tous les jours, devenait toujours plus pressant.

Pour se mettre à l'abri des dénonciations, le plus expédient, c'est de prendre les devants. Du reste, sont passibles d'emprisonnement ou de déportation ceux qui, ayant entendu des propos mal sonnants, ne les ont pas aussitôt rapportés. Le mouchardage fait partie des vertus civiques. On s'y exerce dès le plus jeune âge, et l'enfant qui « rapporte » est félicité.

Pour être admis dans ce petit paradis de Bolchevo l'exemplaire, il ne suffit pas d'être un ancien bandit repentant ; il faut encore avoir livré les copains complices. C'est un moyen d'investigation pour la Guépéou, cette prime accordée à la délation.

Depuis l'assassinat de Kirov, la police a encore resserré ses mailles. La remise de la supplique des jeunes gens à Émile Verhaeren (lors de son voyage en Russie aussitôt avant la guerre) qu'admire Vildrac et qu'il raconte de manière charmante, ne serait certes plus possible aujourd'hui ; non plus que l'activité révolutionnaire (disons : contre-révolutionnaire, s'il vous plaît) de la Mère (du très beau livre de Gorki) et de son fils : où l'on trouvait hier, autour de soi, aide, appui, protection, connivence, on ne rencontre plus que surveillance et délation.

Du haut en bas de l'échelle sociale reformée, les mieux notés sont les plus serviles, les plus lâches, les plus inclinés, les plus vils. Tous ceux dont le front se redresse sont fauchés ou déportés l'un après l'autre. Peut-être l'armée rouge reste-t-elle un peu à l'abri ? Espérons-le ; car bientôt, de cet héroïque et admirable peuple qui méritait si bien notre amour, il ne restera plus que des bourreaux, des profiteurs et des victimes.

Alors ce malheureux être traqué, que devient l'ouvrier soviétique dès qu'il n'est plus parmi les favorisés, affamé, laminé, broyé, n'osant même plus protester, même plus se plaindre à voix haute, est-il bien surprenant qu'il réinvente un Dieu et cherche issue dans la prière ? À quoi d'humain peut-il en appeler ?…

Quand nous lisons qu'aux derniers offices de Noël les églises étaient bondées, il n'y a pas là de quoi nous surprendre. Aux spoliés « l'opium ».

★

Je viens de découvrir, dans le coin de la cage de la tourterelle tombée du nid que j'élève ici (à Cuverville) depuis trois mois, — je viens de découvrir que deux des grains de blé que je lui donne

en pâture, que deux de ces grains ont germé, tout près du petit abreuvoir de l'oiseau, qui parfois déborde un peu ; et cela a fourni à ces graines, égarées dans l'étroite fente qui règne entre le côté de la cage et son plancher, l'humidité nécessaire ; elles ont tout d'un coup (c'est-à-dire que je m'en suis tout d'un coup aperçu) dardé chacune une mince baïonnette vert pâle, qui déjà mesure quatre à cinq centimètres de haut. Et ceci, qui pourtant est tout naturel, m'a plongé dans un tel émerveillement que durant longtemps je n'ai pu penser à rien d'autre. C'est vrai : on compte les grains, on les pèse ; ils sont là qui roulent docilement comme des petites choses à peu près rondes, dures et culbutables à souhait. Et soudain voici que l'un de ces grains tient à prouver qu'il est tout de même une chose vivante ! À la grande stupeur de l'administrateur, penché par-dessus les barreaux de la cage, lequel n'y avait plus pensé.

Mais certains théoriciens du marxisme me paraissent manquer singulièrement de cette sorte d'humeur capable d'amollir jusqu'à germination les graines. Certes, le sentiment n'a que faire ici : il ne sied pas de recourir à la charité pour ce qui se doit imposer par justice. S'apitoyer sur la misère, l'arroser de larmes, c'est l'entretenir, alors qu'il faudrait l'empêcher. (Il importe aussi de ne point laisser se mouiller la poudre dont la Révolution aura besoin.)

Ce que l'on appelle : le cœur, est appelé à « dépérir », faute d'emploi. De là certaine sécheresse, un peu trop facilement obtenue : certain appauvrissement particulier par suite (ou en vue) d'une amélioration globale… Ces considérations m'entraîneraient trop loin ; je les réserve.

5

M. Fernand Grenier cite avec approbation ma phrase du Retour de l'U.R.S.S. : « Du moins ceci reste acquis : il n'y a plus, en U.R.S.S., l'exploitation du grand nombre pour le profit de quelques-uns. C'est énorme. » Et Grenier ajoute : « En effet, camarades, c'est énorme ! » aux applaudissements de l'auditoire.

En effet, c'est énorme. C'était énorme. Mais cela cesse d'être exact. Et j'y insiste, car c'est là le point important. Yvon le dit fort justement : « La disparition du capitalisme n'apporte pas forcément au travailleur sa libération. » Il est bon que le prolétaire français le comprenne. Ou mieux : il serait bon qu'il le comprît. Quant au soviétique, il commence à perdre cette illusion de travailler enfin pour lui-même et de reconquérir ainsi sa dignité. Sans doute il n'y a plus, pour exploiter son travail, des capitalistes actionnaires. Mais il est exploité tout de même, et d'une manière si retorse, si subtile, si détournée, qu'il ne sait plus à qui s'en prendre. Ce sont ses salaires insuffisants qui permettent les salaires disproportionnés des autres. Ce n'est pas lui qui profite de son travail, de son « sur-travail », ce sont les favorisés, les bien-vus, les souples, les gorgés ; et c'est avec ce que, sur les humbles salaires, l'on prélève, que l'on arrondit les gros traitements mensuels de dix mille roubles et plus.

Pour plus de précision, je transcris l'éloquent tableau que dresse M. Yvon. Nul n'oserait en contester l'exactitude :

Le tableau comparatif des Retraites n'est pas moins éloquent.

Suivent les déductions sur les salaires (les salaires au-dessous de 150 roubles par mois sont partiellement exonérés) soit 15 à 21 % de retenue. Je ne puis citer tout le chapitre ; mais la brochure entière est à lire.

Cinq roubles de salaire par jour ; souvent moins encore. Je laisse comparer avec les salaires de chez nous ; et même avec les allocations de chômage. Le pain, il est vrai, coûte moins cher qu'en France (le pain de seigle 0,85 le kilo, le pain blanc un rouble 70, en 1936), mais les vêtements les plus ordinaires, les objets de première nécessité sont « hors de prix ». Le rouble avait un peu moins de puissance d'achat que notre franc avant son « alignement ». Et que l'on ne vienne pas trop parler de divers avantages dont puisse profiter l'ouvrier en dehors de son traitement : les avantages accompagnent, le plus souvent, les gros salaires.

L'on se demande : pourquoi ces prix si élevés des produits manufacturés, ou même des produits naturels (lait, beurre, œufs, viande, etc.) puisque l'État est le vendeur ? Mais tant que les marchandises ne seront pas en quantité suffisante, tant que l'offre restera si lamentablement inférieure à la demande, il ne sera pas mauvais de décourager un peu celle-ci. Les marchandises ne s'offriront qu'à ceux qui seront en état de payer les hauts prix. Le grand nombre souffrira seul de la disette.

Ce grand nombre pourrait bien n'approuver point le régime ; il importera donc de ne point le laisser parler.

★

Lorsque M. Jean Pons s'extasie devant le relèvement progressif de la moyenne des salaires :

En 1934 : 180 roubles (en moyenne)
En 1935 : 200 roubles» (en moyenne)»
En 1936 : 360 roubles» (en moyenne)»

je l'invite à remarquer que les petits salaires des simples ouvriers restent les mêmes et que ce relèvement de la moyenne, c'est au plus grand nombre des favorisés et à leurs traitements grossis qu'on le doit.

Et du reste la moyenne ne s'élève point tant que ne s'élève aussi le coût général de la vie, et que le rouble ne perde de sa puissance d'achat.

Alors il se produit cette chose paradoxale : des salaires de 5 roubles par jour, ou moins encore, réduisent à la presque extrême misère le plus grand nombre des travailleurs, pour permettre à certains privilégiés de plus énormes traitements — et pour subvenir aux frais d'une intense propagande destinée à faire croire aux ouvriers de chez nous que les ouvriers russes sont heureux. On souhaiterait le savoir un peu moins ; ce qui leur permettrait de l'être un peu davantage.

6

Ne plus se sentir exploité, c'est énorme. Mais comprendre qu'on l'est encore et ne plus savoir par qui ; ne plus trouver à qui se prendre de sa misère, qui accuser !... Dans cet évanouissement

du grief, je crains que Céline n'ait raison de voir le parfait comble de l'horreur. Il dit puissamment :

« Encore nous ici, on s'amuse ! On est pas forcé de prétendre ! On est encore des « opprimés » ! On peut reporter tout le maléfice du Destin sur le compte des buveurs de sang ! Sur le cancer « l'Exploiteur » ! Et puis se conduire comme des garces. Ni vu, ni connu !... Mais quand on a plus le droit de détruire ? Et qu'on peut même pas râler ? La vie devient intolérable !... » (Mea Culpa.)

Ce matin (8 février 1937) X... m'apporte triomphalement le Temps d'hier soir pour m'y lire :

« Au cours des deux quinquennats, le budget de l'Ukraine s'est accru de plus de sept fois. La plus grande partie des dépenses du nouveau budget est destinée aux mesures sociales et culturelles, dont 2.564 millions de roubles pour l'instruction publique, et 1.227 millions pour les besoins de la santé publique. » — Hein, qu'avez-vous à redire à cela ?

Ouvrant le livre de Louis Fischer, pourtant si favorable à l'U.R.S.S., à la page 196, je réponds à X... en lisant à mon tour :

« J'ai l'impression que le prolétariat régnant est en train de céder le terrain à des concurrents, car les seize nouveaux sanatoria en construction (à Kislovodsk, « la plus grande station thermale du monde ») sont presque tous construits par des services gouvernementaux tels que la Banque d'État, le Commissariat de l'Industrie lourde, le Commissariat des Postes et Télégraphes, la Pravda, etc... Toutes ces administrations emploient aussi des ouvriers ; mais j'imagine que les fonctionnaires auront plus facilement accès aux lits et aux bains, que les ouvriers. »

Louis Fischer est bien gentil lorsqu'il parle de « l'indolence des Syndicats ». À l'entendre, il ne tiendrait qu'à eux, les syndicats, d'empêcher les fonctionnaires du gouvernement, les ingénieurs et autres groupes stratégiquement situés, d'accaparer les meilleurs appartements, de prendre plus que leur part dans les sanatoria, etc… » Non, non ; les syndicats sont impuissants là où la bureaucratie domine. Dictature du prolétariat, nous disait-on. Nous sommes de plus en plus loin de compte. De plus en plus, c'est la dictature de la bureaucratie sur le prolétariat. »

Car le prolétariat n'a même plus la possibilité d'élire un représentant qui défende ses intérêts lésés. Les votes populaires, ouverts ou secrets, sont une dérision, une frime : toutes les nominations, c'est de haut en bas qu'elles se décident, qu'elles se font. Le peuple n'a le droit d'élire que ceux qui sont par avance choisis. Le prolétariat est joué. Bâillonné, ligoté de toutes parts, la résistance lui est devenue à peu près impossible. Ah ! la partie a été bien menée, bien gagnée par Staline ; aux grands applaudissements des communistes du monde entier qui croient encore, et croiront longtemps que, en U.R.S.S. du moins, ils ont remporté la victoire, et considèrent comme des ennemis et des traîtres tous ceux qui n'applaudissent pas.

★

La bureaucratie, considérablement renforcée depuis la fin de la Nep, s'immisce dans les Sovkhoses et les Kolkhoses. La Pravda du 16 septembre 1936 évalue, après enquête, à plus de 14 %, dans le personnel des stations de machines agricoles par exemple, le nombre des employés inutiles.

De cette bureaucratie, créée d'abord comme instrument de gérance, puis de domination, Staline devient lui-même l'esclave, prétendent certains. Rien de plus difficile à déloger d'une sinécure, que des fainéants sans valeur personnelle. En 1929 déjà Ordjonikidsé s'effarait de cette « quantité colossale de propres-à-rien » qui ne veulent rien savoir du véritable socialisme et ne travaillent qu'à empêcher sa réussite. « Les gens dont on ne sait que faire et dont nul n'a besoin, on les place dans les commissions de contrôle », disait-il. Mais plus ces gens sont incapables, plus Staline peut compter sur leur dévouement conformiste ; car ils ne doivent leur situation avantagée qu'à la faveur. Ce sont, il va sans dire, de chauds approbateurs du régime. En servant la fortune de Staline, ils protègent la leur.

★

Des trois conditions que Lénine estimait indispensables pour éviter que les fonctionnaires ne devinssent des bureaucrates : 1 amovibilité perpétuelle et éligibilité en tous temps ; 2 salaire égal à celui de l'ouvrier moyen ; 3 participation de tous au contrôle et à la surveillance, de manière — insistait-il — que tous soient temporairement fonctionnaires, mais que personne ne puisse devenir « bureaucrate » — de ces conditions, aucune des trois n'est remplie.

On ne peut relire, au retour de l'U.R.S.S., le petit livre de Lénine sur L'État et la Révolution, sans serrement de cœur. Car aujourd'hui, en U.R.S.S., l'on est plus loin que l'on n'était hier, je ne dis pas seulement de la société communiste rêvée, mais même de ce stade intermédiaire qui permettrait d'atteindre au socialisme.

Nous lisons encore, dans le même petit livre de Lénine :

« Kautsky dit en somme ceci : Tant qu'il y aura des employés élus, il y aura des fonctionnaires ; la bureaucratie subsistera donc en régime socialiste ! Rien n'est plus faux. Marx a montré, par l'exemple de la Commune, que les détenteurs de fonctions publiques cessent, en régime socialiste, d'être des « bureaucrates », des « fonctionnaires », et cela au fur et à mesure qu'on en établit, outre l'élection, l'amovibilité en tout temps, au fur et à mesure qu'on en réduit le traitement au salaire moyen d'un ouvrier et qu'on remplace les institutions parlementaires par des institutions de travail, c'est-à-dire faisant des lois et les exécutant. »

Et l'on se demande alors si Kautsky ne prend pas aujourd'hui sa revanche et lequel des deux, de Lénine ou de lui, Staline emprisonnerait ou fusillerait aujourd'hui ?

7

Sur plus d'un point la Nouvelle Constitution se montre préoccupée de répondre par avance aux critiques, de parer aux attaques qu'elle sait bien qu'elle va mériter. Les dirigeants savent parfaitement que la direction de la machine échappe au peuple ; qu'entre le peuple et ceux qui sont censés le représenter, tout contact réel est rompu. Et c'est là ce qu'ils veulent. Il importe donc d'autant plus de donner à croire que ce contact n'aura jamais été plus étroit ; qu'il y aura « renforcement du contrôle des masses à l'égard des organes soviétiques et responsabilité accrue des organes soviétiques vis-à-vis des masses », comme dit l'Humanité du 13 mars. Elle ajoute : « Le nouveau système électoral consolidera le lien des élus du peuple avec les masses des électeurs. »

Parfait ! Et cela est si beau que le même article peut bien, ensuite, ne point dissimuler l'intention où l'on est de « diriger les élections », de « critiquer les mauvaises candidatures, s'y opposer sans attendre leur fiasco au moment du vote secret ». De sorte que l'on ne saurait trop admirer cette prudente prévoyance. Songez donc ! il serait si désagréable de recommencer l'erreur du 19 octobre 1934, jour où fut laissée au peuple la possibilité d'élire (au plénum du Comité Régional de Kiev, par exemple) « des gens démasqués aujourd'hui comme ennemis du parti ». De là la nécessité, vite, avant les élections, de « supprimer tout ce qui entrave le développement du noyau actif du parti. » Après quoi seulement les élections pourront être « libres ».

Aussi, je crains bien que ne se fasse donner sur les doigts tel rédacteur d'une feuille — que je me garderai de désigner par grande crainte de lui nuire — qui malgré son entier dévouement à l'U.R.S.S. de Staline et à la Nouvelle Constitution, ose hasarder, en cours de louange, cette timide observation (27 février dernier) : « Nous craignons précisément que, dans le système actuel, les organes de l'État ne se confondent plus avec la masse des travailleurs, comme ils faisaient dans le système des Soviets, mais tendent au contraire à se différencier d'elle.

« — Pourquoi ?...

« — Mais en raison de la distance des électeurs entre eux ; de la distance entre les électeurs et leur député. »

Et l'imprudent critique ose rappeler que « les dernières statistiques montraient qu'un citoyen sur soixante était député à un soviet quelconque », que « ce soviet, quel qu'il fût, était une pierre de la pyramide et exerçait son influence sur la politique gé-

nérale du pays ». Or, c'est bien cela précisément qui gênait. C'est à cela qu'il fallait mettre bon ordre : « La cellule politique permanente de la base n'existe plus. »

Nous ne pouvons donc que souscrire entièrement à la déclaration de sir Walter Citrine où il exprime sa « conviction que l'U.R.S.S., comme les autres dictatures, est gouvernée par une poignée d'hommes et que la grande masse du peuple n'a aucune part, ou en tout cas qu'une part très petite, dans le gouvernement du pays. »

★

En attendant, et en fin de comptes, c'est toujours le peuple qui paie ; si indirectement que ce soit. D'une manière ou d'une autre, par l'exportation des denrées alimentaires, dont pourtant le peuple a le plus grand besoin, ou l'écart monstrueux entre les prix des produits agricoles et ceux de ces mêmes produits livrés à la consommation, ou par des prélèvements directs — c'est toujours aux dépens de la classe ouvrière ou paysanne, aux dépens de leur fonds de consommation, que se constitue le fonds d'accumulation nécessaire et sans cesse déficient. Ceci était vrai dès le premier plan quinquennal et continue de l'être encore. Lorsque ce fonds d'accumulation, en plus de l'élan qu'il doit fournir à la machine entière, c'est à des fins pratiques, utilitaires, philanthropiques qu'on le destine, passe encore ? Les hôpitaux, les maisons de repos, les établissements de culture, etc., on peut croire que le peuple en profite ; ou espérer qu'il en profitera. Mais que penser lorsque, durant une telle détresse, ce fonds d'accumulation s'en va servir à édifier un Palais des Soviets (des défunts Soviets) pour le plus grand épatement du camarade Jean Pons. Songez donc ! Un monument de 415 mètres de haut (« les New-Yorkais, dit-il,

en pâlissent de rage ») surmonté par une statue de Lénine de 70 à 80 mètres, en acier inoxydable, dont un seul doigt mesurera dix mètres de long. Allons ! l'ouvrier saura du moins pourquoi il meurt de faim. Il pourra même penser : ça vaut la peine. À défaut de pain, il y a là de quoi se gonfler. (Ceux qui se gonfleront, ce seront peut-être surtout les autres.) Et le plus admirable, c'est qu'on le lui fera voter, ce palais, vous verrez ; et à l'unanimité encore ! On lui demandera, au peuple russe, ce qu'il préfère : plus de bien-être ou le palais ? et il n'y en a pas un qui ne répondra, qui ne se sentira tenu de répondre : Palais d'abord.

« À chaque palais que je vois élever dans la capitale, je crois voir mettre en masures tout un pays », écrivait Jean-Jacques (Contrat Social, III, 13). « En masures », les ouvriers soviétiques ? Ah ! plût à Staline ! Ils sont parqués dans des taudis.

★

Je ne connaissais point tout ceci, lorsque j'étais en U.R.S.S., non plus que je ne connaissais le fonctionnement des grandes Compagnies Concessionnaires lorsque je voyageais au Congo. Ici comme là, je constatais des effets désastreux, dont encore je ne pouvais bien comprendre les causes. Ce n'est qu'après avoir écrit mon livre sur l'U.R.S.S. que j'ai achevé de m'instruire. Citrine, Trotski, Mercier, Yvon, Victor Serge, Legay, Rudolf et bien d'autres m'ont apporté leur documentation. Tout ce qu'ils m'ont appris, et que je ne faisais que soupçonner, a confirmé, renforcé mes appréhensions. Il est grand temps que le parti communiste de France consente à ouvrir les yeux ; grand temps qu'on cesse de lui mentir. Ou, sinon, que le peuple des travailleurs comprenne

qu'il est dupé par les communistes, comme ceux-ci le sont aujourd'hui par Moscou.

8

J'avais, depuis trois ans, trop macéré dans les écrits marxistes, pour me trouver, en U.R.S.S., très dépaysé. J'avais, d'autre part, trop lu de récits de voyages, de descriptions enthousiastes, d'apologies. Mon grand tort était de trop croire aux louanges. C'est aussi que tout ce qui aurait pu m'avertir était dit d'un ton si hargneux… Je crois plus volontiers l'amour que la haine. Oui, je faisais crédit, confiance. Aussi bien ce qui là-bas me gêna, ce ne fut point tant l'imparfait, que de retrouver aussitôt les avantages que je voulais fuir, les privilèges que j'espérais abolis. Certes, il me paraissait naturel que l'on cherchât à recevoir aussi bien que possible un hôte, à lui présenter partout le meilleur. Mais ce qui m'étonnait c'était, entre ce meilleur et la part commune, un tel écart ; le privilège si excessif auprès de l'ordinaire si médiocre ou si mauvais.

C'est peut-être un travers de mon esprit et de sa formation protestante : je me méfie des idées qui rapportent et des opinions « confortables » ; je veux dire : dont celui qui les professe peut espérer tirer profit.

Et je vois bien, parbleu, sans qu'il y ait précisément tentative de corruption, l'avantage que le gouvernement soviétique peut trouver à faire la part si belle aux artistes et littérateurs, à tous ceux qui peuvent chanter sa louange ; mais aussi je vois trop l'avantage que le littérateur peut trouver à approuver le gouver-

nement et une constitution qui le favorise à ce point. Aussitôt, j'entre en garde. Je crains de me laisser séduire. Les bénéfices démesurés que l'on m'offre là-bas me font peur. Je ne vais pas en U.R.S.S. pour retrouver des privilèges. Ceux qui m'y attendaient sont flagrants.

Et pourquoi ne dirais-je pas cela ?

Les journaux de Moscou m'avaient appris qu'en quelques mois plus de 400.000 exemplaires de mes livres s'étaient vendus. Je laisse supputer le pourcentage des droits d'auteur. Et les articles si grassement payés ! Eussé-je écrit sur l'U.R.S.S. et sur Staline un dithyrambe, quelle fortune !...

Ces considérations n'auraient pas retenu ma louange ; elles n'empêcheront non plus mes critiques. Mais, je l'avoue, la situation extraordinairement avantagée (et plus qu'en aucun autre pays d'Europe) consentie à tous ceux qui tiennent une plume, pourvu qu'ils écrivent dans le bon sens, n'a pas peu fait pour m'avertir. De tous les ouvriers et artisans de l'U.R.S.S., les littérateurs sont de beaucoup les plus favorisés. Deux de mes compagnons de voyage (chacun avait la traduction d'un livre sous presse) couraient les magasins d'antiquités, les marchands de curiosités, les revendeurs, ne sachant comment dépenser les quelques milliers de roubles d'avances qu'ils venaient de toucher et savaient ne pouvoir exporter. Quant à moi, je ne pus qu'à peine entamer une réserve énorme, car tout, là-bas, me fut offert. Oui, tout : depuis le voyage lui-même jusqu'aux paquets de cigarettes. Et chaque fois que je sortais mon portefeuille pour régler une note de restaurant ou d'hôtel, pour payer une facture, acheter des timbres, un journal, le sourire exquis et le geste autoritaire de

notre guide m'arrêtait : « Vous plaisantez ! Vous êtes notre hôte, et vos cinq compagnons avec vous. »

Certes, je n'eus à me plaindre de rien, durant tout le cours de mon voyage en U.R.S.S., et de toutes les explications malignes que l'on inventa pour invalider mes critiques, celle qui tendit à les faire passer pour l'expression d'une insatisfaction personnelle est bien la plus absurde. Jamais encore je n'avais voyagé dans des conditions si fastueuses. En wagon spécial ou dans les meilleures autos, toujours les meilleures chambres dans les meilleurs hôtels, la chère la plus abondante et la mieux choisie. Et quel accueil ! Quels soins ! Quelles prévenances ! Acclamé partout, adulé, choyé, fêté. Rien, pour m'être offert, ne semblait trop bon, trop exquis. J'aurais eu bien mauvaise grâce à repousser ces avances ; ne le pouvais ; et j'en garde un souvenir merveilleux, une vive reconnaissance. Mais ces faveurs mêmes rappelaient sans cesse des privilèges, des différences, où je pensais trouver l'égalité.

Quand, m'échappant à grand'peine aux officialités, aux surveillances, j'avais frayé avec des tâcherons dont le salaire n'est que de quatre ou cinq roubles par jour, le banquet en mon honneur, auquel je ne pouvais me dispenser de prendre part, que voulait-on que j'en pense ? Un banquet, presque quotidien, où déjà l'abondance des hors-d'œuvre était telle qu'on était trois fois rassasié avant qu'ait commencé le vrai repas ; un festin de six plats, lequel durait plus de deux heures et vous laissait tout assommé. Quelle dépense ! N'ayant jamais pu voir une note, je ne la puis préciser. Mais un de mes compagnons, fort au courant des prix, estime que chaque banquet devait revenir à plus de trois cents roubles par tête, avec les liqueurs et les vins. Or nous étions

six compagnons, sept avec notre guide ; et souvent autant d'inviteurs que d'invités, parfois beaucoup plus.

Durant tout le voyage, nous n'étions pas à proprement parler les invités du gouvernement, mais bien de la riche Société des Auteurs Soviétiques. Quand je songe aux frais qu'elle fit pour nous, je doute si la mine d'or de mes droits d'auteur, que je leur abandonne, pourra suffire à la dédommager.

Évidemment, ils escomptaient un autre résultat de si généreuses avances. Et je pense qu'une part de ce dépit que me fit sentir la Pravda vient de là : je n'ai pas été très « rentable ».

★

Je vous assure qu'il y a dans mon aventure soviétique quelque chose de tragique. En enthousiaste, en convaincu, j'étais venu pour admirer un nouveau monde, et l'on m'offrait, afin de me séduire, toutes les prérogatives que j'abominais dans l'ancien.

Vous n'y entendez rien, me dit un excellent marxiste. Le communisme ne s'oppose qu'à l'exploitation des hommes par l'homme ; combien de fois faudra-t-il vous le répéter ? Et ceci obtenu, vous pourrez être aussi riche qu'un Alexis Tolstoï ou qu'un chanteur de grand opéra, du moment que vous aurez acquis votre fortune par votre travail personnel. Dans votre mépris et votre haine de l'argent, de la possession, je vois une regrettable survivance de vos premières idées chrétiennes.

— Il se peut.

— Et convenez qu'elles n'ont rien à voir avec le marxisme.

— Hélas !...

★

Je sais bien, et l'on me répète, que certains traits de caractère, des plus charmants parfois, comme cette cordialité subite, cette générosité inconsidérée qui disposait aussitôt de ma sympathie, ainsi que les défauts flagrants qui compromettent les réussites, sont imputables au tempérament semi-oriental des Russes et non point au nouveau régime ; que j'eusse rencontré les mêmes à bien peu près, défauts ou qualités, du temps des tzars. Aussi bien, je crois que c'est une erreur d'attendre et d'espérer des seules circonstances sociales différentes un changement profond de la nature humaine. Que l'on m'entende : ce changement, il importe, il suffit déjà, qu'elles le permettent ; et c'est beaucoup. Mais elles ne les motiveront pas. Car rien de mécanique ici, et, sans réforme individuelle intérieure, nous voyons la société bourgeoise se reformer, le « vieil homme » reparaître et à nouveau s'épanouir.

Tant que l'homme est comprimé, tant que la contrainte des iniquités sociales le maintient prostré, l'on est en droit d'espérer beaucoup de l'inéclos qu'il porte en lui. Tout comme l'on attend souvent des merveilles d'enfants qui, par la suite, deviendront des adultes très ordinaires. L'on a souvent cette illusion que le peuple est composé d'hommes meilleurs que le reste de l'humanité décevante. Je crois simplement qu'il est moins gâté ; mais que l'argent le pourrirait comme les autres. Et voyez ce qui se passe en U.R.S.S. : cette nouvelle bourgeoisie qui se forme a tous les défauts de la nôtre. Elle n'est pas plus tôt sortie de la misère qu'elle méprise les miséreux. Avide de tous les biens dont elle fut si longtemps privée, elle sait comment il faut s'y prendre pour les acquérir et pour les garder. « Sont-ce vraiment ces gens qui ont fait la Révolution ? Non, ce sont ceux qui en profitent », écrivais-

je dans mon Retour de l'U.R.S.S.. Ils peuvent bien être inscrits au parti ; ils n'ont plus rien de communiste dans le cœur.

9

Ceci reste pourtant : le peuple russe paraît heureux. Je m'accorde entièrement ici avec les témoignages de Vildrac, de Jean Pons, et je n'ai pu lire leurs récits de voyage sans une sorte de nostalgie. Car, je l'ai dit aussi : nulle part autant qu'en U.R.S.S. le peuple même, les gens que l'on croise dans la rue, (du moins les jeunes), les ouvriers des usines que l'on visite, les foules qui se pressent dans les lieux de repos, de culture ou de plaisir, n'offrent un dehors si riant. Comment concilier cette apparence avec l'affreuse misère où l'on sait à présent que le plus grand nombre est plongé ?

Ceux qui ont beaucoup circulé en U.R.S.S. m'affirment que Vildrac, Pons et moi-même eussions déchanté si nous avions quitté les grands centres et nous étions écartés des parcours touristiques. Ils parlent de régions entières où la détresse saute aux yeux. Et puis…

La misère en U.R.S.S. est mal vue. Elle se cache. On la dirait coupable. Elle s'exposerait non à la pitié, à la charité secourante, mais au mépris. Ceux qui se montrent sont ceux dont le bien-être est acquis aux dépens de cette misère. Pourtant, on en voit quantité d'autres, des affamés même, qui restent souriants et dont le bonheur, disais-je, est fait « de confiance, d'ignorance et d'espoir ».

Si tout ce que nous voyons en U.R.S.S. paraît joyeux, c'est aussi que tout ce qui n'est pas joyeux devient suspect ; c'est qu'il est extrêmement dangereux d'être triste, ou du moins de laisser paraître sa tristesse. La Russie n'est pas un lieu pour la plainte ; mais la Sibérie.

★

L'U.R.S.S. est assez prolifique pour permettre sans qu'il y paraisse des coupes sombres parmi le cheptel humain. L'appauvrissement est d'autant plus tragique qu'il est insensible. Ceux qui disparaissent, que l'on fait disparaître, ce sont les plus valeureux ; peut-être pas comme rendement matériel, mais ce sont ceux qui diffèrent, se diversifient de la masse et celle-ci n'assure son unité, son uniformité, que dans une médiocrité qui tend à devenir toujours plus basse.

Ce qu'on appelle « l'opposition » en U.R.S.S., c'est la libre critique, c'est la liberté de pensée. Staline ne supporte que l'approbation ; il tient pour adversaires tous ceux qui n'applaudissent pas. Et souvent il advient qu'il fasse sienne, par la suite, telle réforme proposée ; mais, s'il s'empare de l'idée, pour mieux la faire sienne il supprime d'abord celui qui la propose. C'est sa façon d'avoir raison. De sorte que bientôt ne resteront autour de lui que ceux qui ne sauraient lui donner tort parce qu'ils n'ont plus d'idées du tout. C'est là le propre du despotisme : s'entourer non de valeurs, mais de serviabilités.

Quelle que soit l'affaire qui amène devant n'importe quel tribunal n'importe quels travailleurs et si juste que puisse être leur cause, malheur à l'avocat qui se lèvera pour les défendre, du moment que la direction veut les condamner.

★

Et des déportés, par milliers… ceux qui n'ont pas su, pas voulu courber le front comme et autant qu'il eût fallu.

Je n'ai nul besoin de penser, comme faisait l'autre jour M… : « Diable ! cela pourrait bien m'arriver un jour… » Ces victimes, je les vois, je les entends, je les sens tout autour de moi. Ce sont leurs cris bâillonnés qui m'ont réveillé cette nuit ; c'est leur silence qui me dicte aujourd'hui ces lignes. C'est en songeant à ces martyrs que j'écrivais ces mots contre lesquels vous protestiez, et parce que la tacite reconnaissance de ceux-là, si mon livre peut les atteindre, m'importe plus que les louanges ou les imprécations de la Pravda.

En faveur de ceux-là, personne n'intervient. Les journaux de droite tout au plus se servent d'eux pour fronder un régime qu'ils exècrent ; ceux à qui l'idée de justice et de liberté tient à cœur, ceux qui combattent pour Thaelmann, les Barbusse, les Romain Rolland, se sont tus, se taisent ; et autour d'eux l'immense foule prolétarienne aveuglée.

Mais, lorsque je m'indigne, vous m'expliquez (et au nom de Marx encore !) que ce mal certain, indéniable (je ne parle pas seulement des déportations, mais de la misère des ouvriers, de l'insuffisance des salaires ou de leur énormité, des privilèges reconquis, du sournois rétablissement des classes, de la disparition des Soviets, de l'évanouissement progressif de tout ce que 1917 avait conquis) vous m'expliquez savamment que ce mal est nécessaire, que, vous intellectuel et rompu aux arguments (aux arguties) de la dialectique, vous l'acceptez comme provisoire et devant mener à un plus grand bien. Vous, communiste intelligent,

vous acceptez de le connaître, ce mal ; mais vous estimez qu'il vaut mieux le cacher à ceux qui, moins intelligents que vous, pourraient s'en indigner peut-être…

★

Que l'on tire parti de mes écrits, je ne peux l'empêcher : et même lorsque je le pourrais, je ne le désirerais point. Mais écrire quoi que ce soit en vue du parti politique que l'on en pourra tirer, non ; c'est affaire à d'autres. J'en avais averti mes nouveaux amis communistes, dès le début de nos relations : je ne serai jamais une tranquillisante recrue, une recrue de tout repos.

Les « intellectuels » qui viennent au communisme doivent être considérés par le Parti comme des « éléments instables » dont on peut se servir, mais dont il faut toujours se méfier, ai-je lu quelque part. Ah ! que cela est vrai ! Je l'ai dit et redit à Vaillant-Couturier, dans le temps ; mais il ne voulait rien entendre.

Il n'y a pas de parti qui tienne — je veux dire : qui me retienne — et qui me puisse empêcher de préférer, au Parti même, la vérité. Dès que le mensonge intervient, je suis mal à l'aise ; mon rôle est de le dénoncer. C'est à la vérité que je m'attache ; si le Parti la quitte, je quitte du même coup le Parti.

Je sais fort bien (et me l'avez-vous assez dit) que « au point de vue marxiste », la Vérité n'existe pas ; dans l'absolu du moins ; qu'il n'y a de vérité que relative ; mais précisément c'est d'une vérité relative qu'il s'agit ici ; laquelle vous faussez. Et je crois que dans des questions si graves, c'est se tromper déjà que de chercher à tromper les autres. Car, ici, ceux que vous trompez, c'est

ceux-mêmes que vous prétendez servir : le peuple. On le sert mal en l'aveuglant.

Il importe de voir les choses telles qu'elles sont et non telles que l'on eût souhaité qu'elles fussent :

L'U.R.S.S. n'est pas ce que nous espérions qu'elle serait, ce qu'elle avait promis d'être, ce qu'elle s'efforce encore de paraître ; elle a trahi tous nos espoirs. Si nous n'acceptons pas que ceux-ci retombent, il faut les reporter ailleurs.

Mais nous ne détournerons pas de toi nos regards, glorieuse et douloureuse Russie. Si d'abord tu nous servais d'exemple, à présent hélas ! tu nous montres dans quels sables une révolution peut s'enliser.

Sources et licence

Texte : https://fr.wikisource.org/wiki/Retouches_%C3%A0_mon_Retour_de_l%E2%80%99U.R.S.S.. Domaine public ; transcription Wikisource CC BY-SA 4.0. Mise en forme : liregratuitement.com. Tout ce que nous ajoutons reste libre.